

**Le 16 juin 2020, le centre de ressources a organisé une conférence sur le thème "et si les citoyens devenaient co-gestionnaires des espaces *communs*". Faute de temps, nous avons collecté trois questions-remarques qui n'ont pas pu être posées le jour J à l'intervenant Raphaël Besson.**

**Raphaël Besson a accepté d'y répondre par écrit :**

- ***Question : « La raison d'être des structures d'animation de la vie sociale est la participation effective des habitants au pilotage du projet social de territoire. Quelle place occupent ces équipements dans le cadre de ses expériences de laboratoires citoyens ? Inquiétant, dans un contexte où un centre social vient d'être fermé à Madrid pour des raisons sanitaires (ingobernable, rue Alberto Bosch), quand on sait le rôle fondamental joué par les centres sociaux et espaces de vie social auprès des habitants pendant cette période... »***

**Réponse de Raphaël Besson :** Les centres sociaux autogérés (Centros sociales okupados autogestionados - CSOA) ont joué un rôle significatif dans la création des laboratoires citoyens. Avec la crise économique de 2008 et le mouvement naissant des Indignés, ces centres sociaux et culturels autogérés vont trouver un nouveau souffle. De nouveaux centres vont se créer et d'autres vont se développer en s'éloignant du mouvement « squat » et d'un discours anti-système. C'est le cas notamment des centres sociaux comme la CABA (Casa Autogestionada del Barrio del Aluche), le CSO La Traba, le Centro social Seco, le CSOA La Morada, El Casablanca ou El Patio Maravillas. Ces centres sociaux de « seconde génération », revendiquent un droit à l'occupation et la gestion des espaces et des bâtiments vacants. Mais ils s'engagent dans un dialogue plus étroit et fécond avec la ville. Ils sont ordonnés, les ateliers sont insonorisés et les espaces sont régulièrement nettoyés. Ils établissent des conventions et des règles formelles de gestion, de concertation et de délibération. Ils sont investis par l'ensemble des habitants des quartiers. Des professeurs y donnent des cours gratuitement, des avocats prodiguent des conseils juridiques relatifs au droit du travail, au droit au logement, aux droits des étrangers, aux droits des femmes. Ces centres sociaux cherchent à être des lieux ouverts et inclusifs. Ils souhaitent créer une nouvelle vie de quartier, sur fond d'intégration sociale, d'action culturelles et de participations citoyennes.

Quant à la Ingobernable, sa fermeture était l'une des promesses de campagne du nouveau maire, élu en 2019, Martínez Almeida (PP, élu grâce aux voix d'extrême droite). De fait, dès son élection, il décide de l'expulsion en novembre 2019 (les occupants auraient selon lui généré plus d'un million d'euros de dommages dans le bâtiment)... Cependant le mouvement de la Ingobernable n'est pas terminé puisque le 4 mars dernier, les membres de la Ingobernable se sont installés au numéro 4 de la rue de Alberto Bosch (à côté du Prado), au sein d'un bâtiment inoccupé depuis 5 ans.

- ***Question : "La réussite de ces actions réside-t-elle dans la temporalité? Pourquoi les espaces requalifiés ne sont ils pas pérennes?"***

**Réponse de Raphaël Besson :** Les laboratoires citoyens sont effectivement contraints dans le temps (via des occupations temporaires de 2 ou 3 ans). Cette contrainte temporelle présente un certain nombre d'avantages. Elle permet notamment de mobiliser rapidement les énergies, mais aussi de déroger à certains principes réglementaires (et donc d'expérimenter). Certains espaces existent depuis maintenant 10 ans. De fait ces espaces commencent à être pérennes (les autorisations d'occupation temporaire ayant été systématiquement renouvelées).

- ***Question :** "Est-ce qu'une des pistes serait de passer par des appels à projet de conception/gestion des espaces publics ? Plutôt que de venir transformer un espace, proposer un cadre pour que cet espace soit transformé puis géré par les habitants. La collectivité prend alors le rôle des collectifs décrit dans le modèle de Madrid : intermédiaire et ingénierie. Sur le modèle du Plaza program à New York : la ville propose des espaces, les habitants y proposent un projet. La ville fournit le "dur" de l'aménagement et une charte est établie pour la gestion assurée par des collectifs citoyens".*

***Réponse de Raphaël Besson :*** Oui effectivement c'est une piste possible. C'est d'ailleurs ce qu'a fait Madrid dans le cadre des projets « Experimenta Distrito » ou « Imagina Madrid » :

- <http://experimentadistrito.net/>
- [https://lumièresdelaville.net/paroles\\_urbs/imagina-madrid-approche-culturelle-artistique-reinventer-lespace-public-2/](https://lumièresdelaville.net/paroles_urbs/imagina-madrid-approche-culturelle-artistique-reinventer-lespace-public-2/)

... Des projets directement inspirés des laboratoires citoyens.